Isabelle Thireau, *Des lieux en commun. Une ethnographie des rassemblements publics en Chine*

Paris, éd. de l'EHESS, 2020, 386 p.

Sebastian Veg

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/2204>

DOI : 10.4000/histoirepolitique.2204

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Sebastian Veg, « Isabelle Thireau, *Des lieux en commun. Une ethnographie des rassemblements publics en Chine* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 16 décembre 2021, consulté le 18 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/2204> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.2204>

Ce document a été généré automatiquement le 18 décembre 2021.

Histoire Politique

Isabelle Thireau, *Des lieux en commun. Une ethnographie des rassemblements publics en Chine*

Paris, éd. de l'EHESS, 2020, 386 p.

Sebastian Veg

RÉFÉRENCE

Isabelle Thireau, *Des lieux en commun. Une ethnographie des rassemblements publics en Chine*, Paris, éd. de l'EHESS, 2020, 386 p.

1 La récente monographie de la sociologue et sinologue Isabelle Thireau, issue d'une enquête ethnographique de plusieurs années menée à Tianjin à partir de 2011, jette un regard nouveau et subtil sur la société urbaine chinoise des années 2010. En partant de l'expérience quotidienne des habitants ordinaires d'une grande ville de province (10 millions d'habitants), l'enquête s'interroge sur la manière dont il est possible de s'organiser en dehors des structures étatiques, renouvelant ainsi la réflexion sur la « publicité » (*publicness*) et sur les associations plus ou moins informelles qui se substituent en Chine à une véritable société civile.

2 L'ouvrage présente deux enquêtes distinctes, qui correspondent à deux types de rassemblements. Le premier consiste en un rendez-vous quotidien, qui a toujours lieu à 19 h sur la Place Shengli (place de la Victoire), et lors duquel un groupe de personnes, de périmètre variable, se retrouve pour effectuer des exercices physiques en musique. La liste des participants n'est ni fixe ni close. La seconde enquête prend pour objet un mouvement plus structuré mais néanmoins informel pour la préservation du patrimoine architectural de Tianjin qui se met en place à partir des années 2000 quand les destructions et expropriations à grande échelle se propagent à travers toutes les grandes villes chinoises. Ce mouvement comprend plusieurs cercles concentriques d'implication dans les activités communes, et il rencontre rapidement des difficultés dans ses rapports avec les autorités, entraînant en fin de compte l'éclatement de son noyau le plus actif.

3 Le rassemblement de la place Shengli, analysé dans la première partie du livre, se distingue par son ouverture et une grande hétérogénéité des participants (en termes de sexe, d'âge, de situation professionnelle, et d'origine géographique) : on y trouve même un employé de la Sécurité d'État (Isabelle Thireau qualifie la révélation de sa profession par l'organisateur de « fait exceptionnel », p. 43). Les participants, réunis autour de Wu Daye, un retraité actif d'un peu plus de 80 ans, ne se connaissent pour la plupart que superficiellement. Si le rassemblement est remarquable par sa longévité (il n'a pas été remis en cause par exemple par les campagnes contre le mouvement spirituel Falungong à la fin des années 1990), il l'est tout autant par le subtil équilibre entre engagement et non-engagement de ses participants. Quand il s'agit de dresser une liste exhaustive des « réguliers » (ou « fidèles » comme l'écrit parfois l'auteur) en vue d'une distribution gratuite de vêtements, le groupe connaît une crise et frôle la rupture. Ce rassemblement doit pour subsister respecter la « juste distance » (p. 76) aussi bien physique que sociale entre les participants. Il appartient à la vie publique, sans pour autant s'inscrire dans les mécanismes de l'État ou du marché (les participants s'acquittent d'un montant symbolique qui couvre à peine le coût des piles du magnétophone qui diffuse la musique, et même cette contribution n'est pas

obligatoire). Dès lors, la parole publique y révèle son caractère périlleux. Comme l'écrit Isabelle Thireau : « La place est un lieu où le caractère menaçant de la parole est révélé. C'est aussi, de façon paradoxale, un lieu où cette menace est surmontée. » (p. 88) Cette difficulté se comprend dans un contexte où « les distorsions établies pendant les décennies 1949-1979 entre les mots et les objets désignés continuent en effet à agir de manière souterraine puisqu'elles ne peuvent être mises à jour » (p. 124). Néanmoins, dans le cadre de la place Shengli, il est possible de parler à des inconnus, à condition de savoir accorder les sujets et les périmètres adéquats à chaque discussion. Cette possibilité de « formuler ensemble des repères de sens et de normativité, de donner une signification plus déterminée à la réalité sociale » qui se réalise sur la place « permet d'atténuer la présomption de malveillance qui pèse sur autrui et qui interdit toute communauté politique » (p. 128-129).

- 4 L'un des sujets qu'il vaut mieux éviter dans les discussions sur la place est le passé, et en particulier le passé récent, celui de l'époque maoïste (1949-1979). Le chapitre 3 met en lumière le contraste entre le rassemblement de Wu Daye, où le passé est tu, et une émission de radio, « Propos sur la garnison de Tianjin », diffusée de 2009 à 2018, entièrement consacrée à l'histoire de certains lieux dans Tianjin. Dans cette émission, il devient possible d'aborder certains moments du passé, non pas de l'époque maoïste de manière frontale, mais celle immédiatement antérieure, les années 1940, et le tout début des années 1950 avant que le pouvoir communiste ne soit consolidé. Ainsi, à l'été 2012, une discussion a lieu à l'antenne dans laquelle différents auditeurs apportent des éléments concernant le passé du Parc Shengli (parc de la Victoire), qui s'avère avoir été installé sur l'emplacement d'anciens bâtiments du Guomindang (gouvernement nationaliste), et avoir emprunté le nom d'un autre parc voisin qui avait été un sanctuaire shintoïste sous l'occupation japonaise (il aurait peut-être été utile de faire figurer ici un plan précis de ces différents emplacements, même si un beau cahier iconographique est déjà fourni). Cependant, si l'émission connaît une certaine popularité, il faut bien conclure que, sur la place comme à l'antenne, « il existe des fragments du passé qui sont dicibles et d'autres qui ne le sont pas » (p. 177) ; le noyau de la période maoïste reste tabou dans les deux configurations.
- 5 La seconde partie de l'ouvrage est consacrée au « modèle de Tianjin » de protection du patrimoine, selon la formule « le gouvernement dirige, les experts conseillent, le public participe ». Cette formule, issue de plusieurs documents officiels mais aussi de la pression exercée par les militants (cf. p. 240), a permis l'engagement de groupes de résidents pour s'opposer aux démolitions d'immeubles historiques par les promoteurs immobiliers, agissant souvent de concert avec les autorités locales. Lors d'une rencontre fortuite, l'enquêtrice croise en effet dans la rue en pleine action une « équipe de prises de photographies et de notes », puis fait la connaissance de Mu Sen, l'un des organisateurs du groupe de volontaires pour la protection du patrimoine de Tianjin et coordinateur du site internet autour duquel le groupe s'est constitué à partir de 2006, qui livre plusieurs entretiens très riches.
- 6 Plusieurs campagnes ont eu lieu pour la préservation des vieux bâtiments de Tianjin, notamment celles menées par l'écrivain Feng Jikai à partir des années 1990. La notion de « contrôle par le public et par l'opinion dans la préservation du patrimoine » est apparue dans une circulaire gouvernementale de 2005. Zhang Qiang, l'un des membres les plus actifs du groupe de volontaires, a écrit de fréquentes lettres aux administrations concernées depuis 1988. Constitué à partir de 2006, le groupe décide de

conserver le nom vague d'« équipe » qui permet une existence semi-officielle plutôt que de s'enregistrer officiellement comme « association ». De plus, à l'approche des Jeux olympiques de 2008, le mot « volontaires » est fortement valorisé, si bien que leur nom « équipe de volontaires » leur donne une certaine légitimité sans les exposer à l'accusation de vouloir mettre en cause l'État. Ils obtiennent même un prix national en 2008, et dans la foulée publient un « Manifeste de Tianjin » appelant à une meilleure protection du patrimoine à travers une meilleure participation de la société. En 2009, le groupe parvient à bloquer un projet de démolition du quartier Wudadao (cinq grandes avenues) en faisant intervenir des personnes haut placées dans le gouvernement central, notamment lors d'une visite de site qui bouscule les projets du gouvernement municipal de Tianjin. Cette intervention du « public » (*gongzhong*) est ensuite formalisée sous le nom de « modèle de Tianjin », même si, comme Isabelle Thireau le souligne justement, il s'agit bien d'un « public » plutôt que d'une « société civile » (p. 242). Malgré tout, pendant quelques années, l'action de ce « public » a eu une véritable efficacité : « C'est [...] au travers de modalités non institutionnalisées, fragiles, que quelques dizaines d'habitants de Tianjin acquièrent ainsi, à la fin des années 2000, la possibilité jusqu'ici improbable de "prendre la parole", c'est-à-dire de débattre de la légitimité des situations observées, de contester les réalités apparentes et d'en faire apparaître d'autres. » (p. 246)

- 7 L'équipe des volontaires s'est fixée deux objectifs : protéger le patrimoine et préserver l'histoire et la mémoire de la ville. Pour ce faire, ils mènent de véritables enquêtes collectives, rassemblant documents d'archive, photographies et témoignages oraux. Ces matériaux donnent lieu à la publication d'un bulletin « interne », c'est-à-dire semi-officiel, publié à partir de décembre 2008 à raison de trois à cinq numéros par mois, toujours imprimés. Entre 2008 et 2011, les volontaires enquêtent sur environ deux cents bâtiments, et constatent que la plupart ont été détruits sans aucune autorisation formelle (p. 280). Dans leurs interactions avec les autorités, les volontaires prennent soin de placer leur action sous l'autorité de textes officiels en invoquant des valeurs reconnues par l'État. Grâce au doigté de certains membres du groupe (notamment Mu Sen), s'établissent avec les autorités des relations de proximité sinon de complicité. L'auteur résume la complexité de ces interactions dans une formule très précise qui montre bien leur ambiguïté : « Les actions de l'équipe résultent d'une capacité à embarrasser l'administration locale et à l'acculer éventuellement à l'action tout en maintenant des possibilités de coopération. » (p. 298) C'est ainsi que se met en place un cadre d'action commun aux volontaires qui ne préexistait pas à leur rassemblement et permet parfois d'agir sur la décision politique.
- 8 Pourtant, ce moment est de courte durée. Le site web de l'équipe, centre névralgique de leurs activités, est fermé préventivement par le responsable Mu Sen début 2012, à la suite d'attaques dont il fait l'objet à l'intérieur même de l'équipe. En effet, Mu Sen, à la pointe des actions les plus « offensives » contre le gouvernement local, est mis en cause à la fois par ce dernier, mais aussi de l'intérieur, par des membres de l'équipe, parfois sous couvert d'anonymat, lui attribuant des turpitudes financières et des visées politiques subversives. La discussion interne sur le forum du site devient dès lors impossible. D'autres attaques ont lieu à la même période autour de la campagne pour la préservation d'une vieille enseigne, le chapelier Chengxifu. Le bulletin est concurrencé à partir de 2013 par une publication parallèle produite par un autre sous-groupe, puis s'arrête en 2014. Au final, si le groupe n'est pas à proprement parler dissous (n'ayant jamais eu d'existence structurée), ses activités deviennent néanmoins de plus en plus

fragmentées. Au final, ce groupe est analysé comme relevant bel et bien d'une tentative d'« action politique » (p. 353). Malgré ses limites, on doit également reconnaître ses succès : la légitimation normative du principe de préservation du patrimoine, le déclenchement de recherches historiques de grande ampleur par des non-spécialistes, et enfin la validation du « modèle de Tianjin ».

- 9 Les deux rassemblements engagent ainsi à la fois la production et l'échange de savoirs à l'extérieur des institutions, et la validation de normes d'action formulées indépendamment de l'État. Isabelle Thireau souligne au sujet des deux rassemblements étudiés « leur fragilité, en dépit – ou à cause – de l'importance qu'ils revêtent dans une société qui ne connaît pas, en pratique, de corps intermédiaires, de dispositifs de représentativité, d'espaces formalisés de concertation ou de coordination entre citoyens » (p. 358). Pour les caractériser, elle emprunte le terme de « public intermédiaire » (p. 127, 299, 360) aux travaux d'Alain Cottureau. L'ouvrage se conclut par quelques réflexions sur la notion de « public ». L'auteur insiste sur l'équivalence établie par le pouvoir entre ce qui est public, et ce qui est vrai ou légitime, et son empressement à « empêcher l'apparition publique de propos déviants » (p. 366), tout en se réservant par ailleurs toujours le droit de dénoncer la présence publique de tel ou tel comme relevant de la dissimulation et de l'insincérité, et donc la possibilité d'en faire une cible politique. Il en découle une « crise particulière de la réalité sociale observée en Chine » (p. 367) toujours frappée de soupçon. La détermination de certains individus à malgré tout se montrer en public et « faire ensemble » prend alors tout son sens.
- 10 Cet ouvrage présente une enquête ethnographique extrêmement riche, comportant un grand nombre de détails évocateurs de la vie quotidienne dans la Chine urbaine des années juste avant l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012 (date à partir de laquelle le contrôle politique exercé sur la société se renforce de manière significative). On y retrouve également quelques-unes des préoccupations constantes dans l'œuvre de l'auteur, notamment les questions de légitimité et les mécanismes qui relient la société à l'État, au premier rang desquelles l'institution si particulière des « lettres et visites » (*xinfang*). On regrettera peut-être l'absence d'index dans cet ouvrage de belle facture. La société qui s'y donne à voir, malgré les tensions politiques qui la traversent (la tension sur le sens des mots par exemple, très justement soulignée), est également riche de possibilités et d'initiatives, dont certaines ont été malheureusement étouffées au cours de la dernière décennie. On retient néanmoins la dynamique propre d'une société qui renégocie sans arrêt la frontière de ce qu'il est admissible d'exprimer et de montrer en public, quand bien même l'État continuerait à revendiquer son monopole sur la « publicité ».